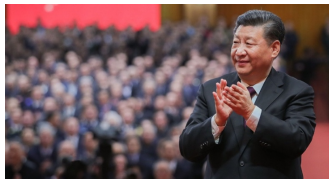


Jean-François Dufour : « **L'économie chinoise est d'une grande complexité** » - **JEAN MICHEL GRADT** Le 14/02/2019



Jean-François Dufour, sinologue, directeur du cabinet DCA Chine Analyse, pointe les contradictions de la machine économique bâtie par le pouvoir chinois.

Le dernier livre de Jean-François Dufour, *China Corp. 2025 - Dans les coulisses du capitalisme à la chinoise* paraît ce jeudi.

Quelle est la principale caractéristique du modèle économique chinois ?

Elle consiste dans le déploiement d'une stratégie capable de mobiliser tous les types d'acteurs économiques. Cette stratégie est inscrite dans les plans quinquennaux et dans des plans plus spécifiques et à plus long terme - le plus important étant aujourd'hui « Made in China 2025 », qui vise à moderniser l'industrie chinoise.

Cette stratégie s'articule en premier lieu autour des grandes entreprises publiques qui portent les projets gouvernementaux, à l'exemple de **CRRC** (China Railway Rolling Stock Corp.) créé en 2015 par une fusion pour doter le pays d'un leader mondial du matériel roulant ferroviaire, ou de **COMAC** (Commercial Aircraft Corp. of China) détaché en 2008 du **conglomérat** **AVIC** (Aviation Industry Corp. of China) pour gérer les programmes d'avions commerciaux du pays.

Mais au-delà de la sphère publique, Pékin s'appuie également sur des groupes privés contrôlés par le biais des financements. Des exemples : **Huawei, plus grande entreprise privée** mais dont le décollage a été soutenu par les énormes lignes de crédit de la **CDB** (China Development Bank), ou **Geely, constructeur automobile privé** mais qui a racheté le suédois **Volvo** en 2010 avec le soutien des banques publiques, ce qui lui a conféré une autre dimension.

Quel rôle joue le secteur bancaire, qui reste majoritairement public ?

Il est double. D'une part, il permet de sélectionner, parmi les initiatives privées de grande ampleur, celles qui sont en cohérence avec les objectifs des autorités. Elles seules accèdent aux moyens de leur réalisation.

De l'autre, ce contrôle des financements permet de décorrélérer les investissements des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, de la contrainte de la rentabilité à court terme, et de les inscrire dans une projection à long terme.

Toutefois, ce fonctionnement entre en contradiction avec une autre dimension stratégique : la difficulté à gérer l'énorme machine que représente cette économie qui recouvre des intérêts qui sont loin d'être toujours convergents.

La machine économique chinoise n'est donc pas monolithique ?

Effectivement, sous l'image d'unité nationale, une grande complexité prévaut. **Les objectifs des autorités centrales peuvent diverger**, voire être en totale contradiction, avec ceux des gouvernements régionaux - un échelon essentiel dans la gestion du pays, et même parfois des municipalités.

La restructuration des **secteurs en surcapacité**, comme la métallurgie ou l'extraction de charbon, en fournit de nombreux exemples. Des gouvernements régionaux se sont

opposés avec succès à l'intégration des principales entreprises de leur province à de grands ensembles articulés autour de groupes nationaux, pour ne pas voir les décisions qui les impactent leur échapper.

Idem pour les municipalités, dont les priorités locales, qui s'appuient sur leurs propres « champions » (les entreprises soutenues par les autorités), peuvent être très différentes des objectifs nationaux, et obliger Pékin à des arbitrages difficiles.

De plus, **le contrôle des entreprises publiques** elles-mêmes, dont la puissance suscite parfois des velléités d'indépendance, est loin d'être aussi facile que le discours officiel le laisse croire.

Le pouvoir central contrôlé par Xi Jinping exprime-t-il clairement sa stratégie ?

Pas toujours, parce que l'ambivalence des objectifs de la stratégie nationale elle-même est une autre source de complexité. Pékin est en effet contraint à **un jeu d'équilibre permanent**, entre la volonté de modernisation de son économie, qui constitue sa priorité affichée, et le ménagement de la stabilité sociale.

Ce dernier facteur explique pourquoi le processus de réformes économiques est très graduel et pragmatique, avec des retours en arrière et des contradictions. Le contrôle des sorties de capitaux en a fourni un exemple très visible de l'étranger. Une brève libéralisation, entre 2014 et 2016, a été suivie de la restauration de contrôles stricts, après que Pékin eut constaté que trop de ressources se dirigeaient vers des investissements spéculatifs, plutôt que vers des acquisitions de technologies destinées à renforcer l'industrie nationale.

La réalisation de ce modèle a-t-elle des implications sur les marchés mondiaux ?

La dimension globale est partie intégrante de la stratégie économique chinoise aujourd'hui, avec deux aspects. D'une part, l'acquisition de technologies étrangères fait partie des moyens de réaliser les **objectifs de modernisation industrielle** définis dans le plan « Made in China 2025 », pour compenser le retard pris par le pays dans la course à l'innovation pour différentes raisons historiques.

L'exemple le plus abouti de cette démarche est sans doute l'acquisition en 2016 **du groupe allemand Kuka par le groupe Midea** - un exemple supplémentaire d'entreprise privée insérée dans les plans nationaux, qui a constitué un pas important dans le secteur prioritaire de la robotique. Mais cette démarche a ses limites comme le montre le nombre croissant de vetos auxquels les entreprises chinoises se heurtent - aux Etats-Unis mais aussi à Taiwan, au Japon et en Allemagne - dans leurs tentatives d'acheter des entreprises spécialisées dans les semi-conducteurs, autre secteur prioritaire.

Autre illustration de cette dimension globale : le projet OBOR (One Belt, One Road) des **Nouvelles Routes de la Soie**. Il vise à procurer des relais de croissance aux entreprises chinoises lorsque la dynamique du marché domestique ralentira. La Chine est en effet arrivée à une relative saturation de son équipement en infrastructures. De nouveaux chantiers y seront toujours engagés, mais à un rythme moins soutenu que durant les dernières décennies. **Le projet OBOR vise donc à exporter son modèle** de développement par les investissements, en finançant la construction d'infrastructures dans d'autres pays. Avec pour objectif que ce soient des entreprises chinoises - les fameux « champions », publics ou privés, mais inscrits dans la stratégie nationale - qui construisent, équiper, et dans certains cas gèrent, ces infrastructures.

Propos recueillis par Jean-Michel Gradt